

Désindustrialisation et crise de société en Algérie

Said Chikhi*

Abstract: Algeria is going through a severe crisis in the late 1980s. Yet, analyses undertaken tend to see it merely as a socio-economic result of the crisis of the world economic and financial market. Now, the predominance of external economic factors should not veil internal state economic policy-related factors, the incapacity of the political system to change social actors into agents involved in the economic and social recovery processus. Nor should it hide the different forms of intervention of such social and political actors in the crisis. These factors have had a negative impact on the state-controlled industrial sector on which the country's development policy is hinged. As a result, a de-industrialization process has started, ending up in more unemployment, a dismembering of society and a marginalization of social actors. Given this environment, it is no wonder that the religious machinery gathered speed and tried to replace the state apparatus with a view to managing the social arena as rigidly as would a religious state.

L'Algérie est confrontée à une grave crise. L'économie est en panne: le poids de la dette est écrasant, le pays manque de ressources pour l'importation des équipements, les entreprises ralentissent leurs activités, les investissements productifs sont à la baisse et la production diminue fortement. En outre, le chômage est en progression constante, les conditions d'existence de la grande majorité des algériens se détériorent rapidement, les inégalités se creusent et l'insécurité augmente dans les villes.

Mais si ce constat est plus ou moins généralement accepté, en revanche les analyses avancées tendent à la réduire aux conséquences socio-économiques de la crise du marché économique et financier mondial. Or pour essentielle que soit la prédominance de ces facteurs économiques externes, elle ne doit, en aucun cas, occulter ni les facteurs inscrits à l'intérieur de la politique économique de l'Etat, ni la capacité-ou l'incapacité - du système politique de transformer les acteurs sociaux en sujets du processus de redressement économique et social, ni encore les formes d'intervention de ces acteurs sociaux et politiques face à la crise.

C'est pourquoi, après le paragraphe consacré à la crise économique et sociale, cette étude mettra un accent particulier sur la désindustrialisation et l'ajustement décidés par les classes dirigeantes et sur les mutations du champ social pour savoir si elles parviennent à reconstituer des ensembles sociaux cohérents et des conditions nouvelles d'intégration nationale.

* Institut de Sociologie, CREAD, Alger

La crise économique et sociale

Prise dans l'état de la crise financière provoquée en partie par la situation du marché mondial et la crise structurelle d'un mode d'industrialisation, l'Algérie de la fin des années 80 donne l'image d'un pays qui ne parvient plus à produire. Ne disposant plus ni de ressources, ni de capacités d'investissements, d'organisation et d'innovation, son économie est atteinte d'anémie. Certes la brutalité de cette situation ne peut être expliquée par les seuls détérioration des termes de l'échange et le niveau d'endettement élevé qui paralysent durablement tout effort de redressement économique. La grande fragilité du modèle d'industrialisation lui-même est également en cause. Cette fragilité peut se résumer en une formule: la transformation brusque du marché mondial a mis à bas un édifice industriel plus brillant que solide. La place de l'économie algérienne dans la division internationale du travail, les diverses formes de dépendance du système productif, la rentisation progressive du processus d'industrialisation et de salarisation, la faiblesse d'initiative et d'innovation techniques, la dévalorisation du travail productif dans les activités économiques... ont mis le système productif dans l'incapacité structurelle à prendre le relais de la rente énergétique comme source de financement de l'accumulation. Autrement dit, la crise économique était déjà présente bien avant la crise financière, qui éclate à la fin des années 80.

Mais si la rente pétrolière a permis, dans la décennie 70, de pallier aux déséquilibres internes de l'économie, de rembourser la dette internationale et même d'atténuer les tensions sociales liées à la consommation, les événements vont, à partir de 1984, se précipiter au gré de la baisse du prix du baril du pétrole et de la monnaie d'échange. La situation est désastreuse en 1985 et en 1986 mais l'Algérie continue à contracter de nouveaux crédits extérieurs, entraînant du coup une augmentation brutale de l'endettement. De 16 milliards de dollars en 1980, la dette passe, en 1989, à 23,8 milliards de dollars. A la même date, le service de la dette rapportée aux recettes extérieures dépasse les 70%. Autant dire que toutes les prévisions économiques se sont volatilisées dans la dépression de la nouvelle conjoncture et que les slogans politiques les ont suivi dans leur chute...

Depuis 1986, la dette est devenue un rocher de Sisyphus et ses conséquences sont dramatiques pour le pays. Les achats d'équipements connaissent des restrictions brutales; de nombreux projets sont arrêtés et, dès que la manne pétrolière s'est réduite, le potentiel industriel algérien subit un coup d'arrêt fatal. Le taux de croissance a connu des variations brutales, au cours des quatre dernières années: de 4,6% en 1985, ce taux chute à -1,4%

en 1987 et à -2,9% en 1988. La production intérieure brute hors hydrocarbures a, quant à elle, connu une chute plus brutale jusqu'à atteindre des taux négatifs de -2,5% en 1987 et -4,1% en 1988¹. Au total, l'investissement baisse de manière générale, la croissance est en panne et l'industrie, plus particulièrement, recule.

Cette diminution forcée des importations et cette réduction des investissements et de la production entraînent une forte augmentation du chômage. Le nombre de chômeurs qui avait diminué pendant la décennie soixante dix est confronté, depuis 1985, à la baisse considérable de la croissance annuelle de l'emploi. De 635.000 en 1983 représentant un taux de chômage de 16%, le nombre des chômeurs passe à 1.200.000 en 1987, soit un taux de chômage de 19,2%. Ce taux continue à grimper en 1988 pour atteindre 23% soit un nombre de 112.000 chômeurs, et en 1989 puisqu'il n'a été créé que 76.000 postes de travail pour une demande estimée à 240.000 emplois.

Mais si la décroissance annuelle de l'emploi est forte pour l'économie en général, c'est dans l'industrie que ce recul est beaucoup plus grave. Ici, c'est la désindustrialisation qui fait sentir ses effets: entre 1977 et 1984, l'emploi industriel n'a augmenté que de 32% alors que l'emploi total progresse de 104% et que l'emploi dans l'administration augmente de 112%². Le résultat est que l'industrie occupe la dernière place dans la création d'emplois (non-agricoles). Cette régression de l'emploi industriel s'est maintenue et s'est même doublée avec la tendance à la baisse générale des créations d'emplois³. Il va sans dire que cette augmentation spectaculaire du chômage provoque de véritables commotions sociales et politiques en mettant, selon les régions, 20, 30 voire 40% de la population active en "quarantaine sociale".

Aux effets dévastateurs de cette hausse rapide du chômage vient s'ajouter la détérioration brutale des conditions d'existence d'une grande partie de la population dans la société. Le niveau de vie des salariés a baissé et, suite aux diverses mesures de restrictions des importations de biens alimentaires, les supermarchés se vident rapidement de leurs produits. Au même moment le commerce des produits agricoles est "libéré" entraînant la flambée des prix et les subventions de l'Etat sur les prix des produits de première nécessité sont en constante diminution. Le résultat est que la

1 Cf. *Algérie-Economie* No. 47, Mars 1990.

2 Données contenues dans la contribution de R. Abdoun, in "Les déséquilibres de l'économie algérienne". *L'Algérie et la modernité*, ouvrage collectif. CODESRIA 1989, p.145, Dakar.

3 Entre 1985 et 1987 il n'a été créé que 258.000 emplois dont 52,7% dans l'administration, 16,7% dans les services et 10,7% uniquement dans l'industrie. Cf. *Eléments d'une politique à court terme de promotion de l'emploi*. MTAS, Sept 1988, Alger.

consommation de l'Algérien baisse en termes réels et ce recul est estimé, entre 1984 et 1988, à environ 20%.

La conséquence sociale majeure de la crise sur le système social global qui fonctionne en faveur des groupes de revenus les plus élevés est que le niveau de vie des salariés à faible rémunération a baissé beaucoup plus que les revenus non salariaux et des salariés à haute rémunération. En d'autres termes, la diminution de la consommation a frappé surtout les classes populaires car l'inégalité sociale, au lieu d'être réduite dans une situation d'urgence nationale, a été considérablement augmentée. Si l'on ajoute à cette situation toute la redistribution informelle au sein même de l'Etat et qui s'exprime à travers les nombreux cas de dilapidation des deniers publics, d'affairisme et de corruption, force est d'admettre que de telles conséquences ne peuvent être considérées comme étant déterminées directement par la crise économique et financière⁴. Elles posent, en revanche, le problème des rapports entre l'Etat et la société et, à travers ces derniers, celui de la logique de la politique économique et sociale suivie.

Désindustrialisation et ajustement

Si en 1986 l'Algérie s'était pleinement enfoncée dans la crise, celle-ci avait déjà, dès 1980 servi d'alibi pour l'instauration d'une politique économique prenant le contre-pied du "modèle de développement" antérieur. Ce modèle de développement était fondé sur la prééminence du secteur public industriel d'une part et d'autre part sur l'émergence d'une nouvelle action de l'Etat consistant à rompre avec le populisme et dont le mouvement nationaliste radical est le soubassement politique et idéologique.

En effet, le paysage économique et social était, à la mort de Boumedienne en décembre 1978, complètement transformé. Il avait pour assise un vaste secteur industriel dont l'élément moteur était le secteur public. L'industrialisation à marche forcée qu'alimentait une rente pétrolière en augmentation constante était alors considérée comme le "destin inévitable d'une nation" en voie de libération économique et le secteur public comme le lieu de cristallisation de l'imaginaire populiste. C'est que la décennie soixante-dix fonctionnait encore avec les mêmes symboles et les mêmes catégories que ceux du mouvement de libération nationale. L'intégration nationale, la lutte contre la domination étrangère et la redistribution égalitaire étaient au centre de la politique de Boumedienne. Dans cette optique, c'était l'époque où les représentations collectives balisées par les

4 A propos de détournement de ces fonds publics, la société est actuellement sous le choc après la déclaration récente d'un ex-premier ministre faisant état de 26 milliards de dollars (soit une somme supérieure au montant de la dette extérieure) "perdus pour la nation sous forme de pots-de-vin, de corruption...".

notions de "peuple" et de "révolution" allaient de pair avec la fonction politique d'intégration dévolue aux grands complexes industriels et avec une certaine reconnaissance sociale attribuée aux "masses laborieuses". Dans tous les cas, c'était les grandes sociétés nationales qui constituaient les symboles-clés du paysage emblématique du pays.

C'est à proprement parler tout cet édifice matériel et symbolique qui va, dès le début des années 80, sauter en éclats. Il est question d'emblée de faire changer les "mentalités anciennes" et de procéder à des réformes⁵.

Tout un nouveau dispositif symbolique est alors mis en place. Les médias procèdent à un incessant matraquage des thèmes du genre: "économie rentière et improductive" "modèle bureaucratique de gestion", "déséquilibres économiques internes et externes"... Le secteur public devient la cible privilégiée de cette attaque en règle; il est assimilé à un "gouffre à devises", il est présenté comme étant en faillite, il est accusé d'être dispenseur de l'effort et de l'innovation... Au même moment on fait de multiples discours sur la crise mondiale et on introduit progressivement de nouveaux vocables dans le langage officiel ("lois universelles de l'économie", l'offre et la demande, la vérité des prix, etc...) en opposition avec ceux qui auraient induit des effets pervers tels que "socialisme de la mamelle", "idéologie populiste", "Etat-providence".

On aura compris les significations et les enjeux que ces paradigmes, ces slogans et ces vocables impliquent: tout en indiquant un recentrage des forces au niveau du bloc social au pouvoir, ils procèdent d'un ajustement symbolique dont la fonction est de "désidéologiser" tous les critères de comportement et de représentation en vigueur dans la décennie soixante dix. En clair, il s'agit de démonétiser dans l'esprit des algériens les valeurs qui ont trait au nationalisme, à l'égalitarisme voire au socialisme et de les convertir aux conceptions et aux paradigmes favorables au libéralisme économique. Il est vrai, cependant, que les classes dirigeantes ont su savamment utiliser les déséquilibres et les contradictions qui ont fini par défigurer le modèle de développement et auxquels la conscience collective étaient devenue sensible mais les ajustements proposés tendaient, en réalité, à préparer cette même conscience collective à admettre un certain nombre de renoncements.

Cet ajustement symbolique et ces renoncements sont variés et multiples mais ils convergent tous vers la légitimation d'un nouveau rapport social articulé à une gestion plus orthodoxe de l'économie et de la force de travail. Pour mieux briser le noyau matériel du populisme, l'équipe au pouvoir décide de changer les bases, les formes et les rythmes de l'industrie et du

5 Sur ces points, voir les contributions de El-Kenz, A.; Liabes, D., Chikhi, S, in *L'Algérie et la modernité*, op.cit.

secteur public. Celui-ci subit une restructuration massive et les grandes sociétés nationales sont démantelées en une multitude d'entreprises. Du coup la vie quotidienne est moins centrée, comme du temps du populisme de Boumedienne, autour de la symbolique de la grande usine mais elle devient plus hétérogène et plus éloignée des concentrations ouvrières et des groupes puissants des technocrates.

Les nouveaux discours de légitimation vont aussi définir le nouveau statut de la force de travail. "Gestion rationnelle des ressources humaines", productivité du travail, rendement, discipline, respect de la hiérarchie... sont alors les nouveaux credos. On met l'accent aussi sur le caractère peu incitatif des grilles de rémunérations et sur les sureffectifs et les surcharges du personnel liées à l'action sociale des sociétés nationales. Les décisions ne se font point attendre: on enterre la "Gestion socialiste des entreprises, on introduit un plus grand écart entre les revenus salariaux - en pénalisant fortement ceux qui sont directement liés à la production! -, on met en place une nouvelle discipline d'usine..., et enfin, on met en oeuvre des plans de dégraissage des effectifs jugés pléthoriques. Le résultat est que plus de 130.000 emplois sont, entre 1985 et 1987, supprimés⁶. Et pour rendre le cours des choses irréversible, la nouvelle réglementation de travail, qui est sur le point d'entrer en vigueur, prévoit des procédures de licenciement à caractère économique et sans autorisation préalable des services administratifs. Il est prévu également une plus grande "flexibilité" de l'emploi, les entreprises pouvant désormais proposer des emplois "à durée déterminée" - vocable bien connu et pouvant se traduire par "emplois subalternes et précaires"⁷. Bref, l'ère de l'emploi garanti et du salaire assuré est révolu et il n'est pas surprenant alors, que dans ces conditions, les prolétaires anxieux de perdre leur travail ou de ne pas trouver un emploi finissent par accepter n'importe quoi et abandonner toute aspiration à l'élévation collective!

Tout comme pour l'entreprise publique qui est devenue, selon l'application du principe d'orthodoxie économique et financière, identique aux autres entreprises privées quant à son fonctionnement, l'industrie est aussi appelée à se soumettre aux lois du marché. En attendant, les investissements sont limités à la réalisation des projets programmés avant 1980 ce qui entraîne un net fléchissement du mouvement d'industrialisation. On assiste de fait à une véritable désindustrialisation et comme le souligne

6 *Révolution Africaine* No. 1323, juillet 19789.

7 Loi sur les relations du travail, contestée actuellement par la centrale syndicale. Indiquons que cette précarisation de l'emploi est déjà entamée: alors que l'emploi permanent n'a augmenté que de 2,8% entre 1987 et 1988, l'emploi temporaire a connu une croissance de 33,2% au cours de la même période.

A. El Kenz "le slogan" gérer l'après pétrole "fut trouvé pour présenter cette politique comme une gestion prévisionnelle d'un sombre avenir qui était déjà le présent de beaucoup de pays du Tiers Monde"⁸.

On connaît les effets sociaux de cette désindustrialisation (le chômage notamment) mais il reste à préciser les effets symboliques et politiques qu'une telle inversion des taux d'investissements productifs indique. Or tout comme le démantèlement des grandes sociétés nationales-rebaptisées pour la cause en entreprises publiques économiques - a grandement effiloché l'image de la grande usine et de ses concentrations ouvrières, la désindustrialisation signifie que les rapports sociaux industriels n'irriguent plus principalement l'ensemble de la société algérienne. Cela signifie que celle-ci qui avait vu, jusqu'au début de la décennie 80, les ingénieurs, les technocrates, les contremaîtres et les ouvriers disposer d'un poids social plus important que les autres catégories ou classes improductives, se restructure pour mettre sur le devant de la scène les nouveaux riches, les couches parasitaires, les affairistes sans oublier évidemment les chômeurs, les exclus et les marginaux.

En d'autres termes, la désindustrialisation signifie que la société algérienne s'est séparée morceau par morceau de l'industrie et elle est allée de pair avec l'épuisement des représentations liées à la croissance industrielle, à ses modalités de régulation sociale et à ses modes de conflit. On devine alors la conséquence majeure du fléchissement de l'industrialisation: c'est la rupture lente et irréversible d'un mouvement social productif qui est progressivement mis dans l'incapacité d'orienter, sur la base de ses actions et de la définition de ses adversaires, les rapports sociaux vers des enjeux susceptibles de se transformer en un projet positif. Comme quoi la désindustrialisation comporte des enjeux de société et des enjeux politiques que ni les déterminants économiques et ni les effets sociaux - si importants soient-ils, ne sauraient faire oublier.

La désindustrialisation et ses effets sur l'emploi productif⁹

1 - La restructuration des investissements

% montant des investissements,	1967-1973	1980-1984	1980-1988
L'investissement dans l'industrie	56,5%	35%	30,8%
L'invest. dans les secteurs productifs	78,2%	53%	49,4%

8 El-Kenz, *Au fil de la crise*. Ed. Bouchène, 1989, Alger.

9 Tableaux construits par nous à partir des indications avancées par A. Benbi-Tour, "Gérer la crise économique", *El Moudjahid* du 15 avril 1990.

2 - La création moyenne annuelle d'emplois hors-agriculture

Moyenne annuelle hors agriculture	1967/69	1970/73	1974/77	1979/84	1985	1986/88
	35.920	82.430	130.330	117.000	92.000	60.000
Moyenne annuelle secteur secondaire (ind. + BTP)	19.630	48.150	78.800	52.000	15.000	12.500

Aussi après la dissipation des mirages du populisme-nationaliste, l'effilochage de l'image égalitariste du secteur public et l'érosion progressive de la position de l'industrie comme secteur moteur du rythme économique, la société algérienne a subi une profonde restructuration et a abouti, sous le prétexte de la crise à l'émergence de nouvelles forces sociales libérées du joug de l'étatisme.

Ayant décidé de ne plus entraver le fonctionnement des mécanismes de marché, l'Etat se désengage des activités économiques et prend ses distances vis-à-vis des demandes sociales. Le secteur public est, dans ce cadre, placé sous le signe des réformes et, dégagé des modes administratifs de gestion, il réorganise ses espaces de travail. Ne devant plus être un lieu de répartition sociale ou un moyen de légitimation politique pour un Etat-Providence, il est chargé uniquement de produire, d'acheter et de vendre. Réduction du "social" d'entreprise, gestion autoritaire de la force de travail et nouvelle politique de l'emploi (en régression), des salaires (en baisse et à la productivité) et des prix (en hausse) sont les solutions toutes trouvées au plan social.

Tout comme pour les espaces de travail, l'Etat se désengage aussi de la sphère des échanges. Le logement, les transports, la santé et l'école gagnent en vérité" et perdent en "justice sociale". Les prix des uns sont revus en hausse, l'acquisition des autres relèvent désormais d'une redistribution de classes, quant à la dernière (l'école), des critères de sélection sont instaurés de telle sorte que sur 100 enfants inscrits en première année fondamentale, seuls 4 jeunes arrivent à l'université!

Dans cette nouvelle configuration sociale, le secteur privé est investi d'une mission importante pour prendre en charge les problèmes de développement et relancer la croissance. Ce réajustement d'envergure signifiant de nouveaux rapports de force au sein du bloc social au pouvoir indique clairement que l'Etat fonctionne désormais comme relais à la privatisation des espaces économiques.

En attendant, les nouveaux riches et les gros possédants, après s'être abrités pendant longtemps derrière l'Etat et n'ayant jamais fait preuve d'un quelconque dynamisme productif, entrent bruyamment dans la nouvelle scène. Enhardis par les discours officiels sur l'orthodoxie économique et financière, sur la loi de la concurrence entre toutes les unités économiques,

sur les lois incitatives à investir, sur la vérité des prix, sur la régulation du marché... proclament désormais haut et fort leurs prétentions à l'hégémonie.

Aussi après que l'Algérie ait connu le "nationalisme économique" le plus fort du continent, est-elle, aujourd'hui, en pleine dérive libérale qui voit le monopole du commerce extérieur partir en éclats et le secteur public menacé de disparition... En somme, la politique économique et sociale suivie, la "mise en crise" du système productif et les bavardages sur la crise mondiale ont bien servi pour établir un nouveau consensus institutionnel sur le principe que le salut est désormais dans le recours au secteur privé et dans l'ouverture aux capitaux étrangers¹⁰. On conviendra donc avec Thandika Mkandawire que le processus de désindustrialisation et la dérive libérale qui s'en est suivie impliquent forcément une perte de souveraineté du pays...¹¹.

En revanche, le champ social qu'ont fini par faire dessiner la désindustrialisation et les réformes d'ajustement est en train de mettre en déroute le monde d'en bas. Voués aux affres du chômage ou aux menaces de licenciement, angoissés par la précarité de leur revenu et la montée vertigineuse de l'inflation, harcelés par les pénuries chroniques, hébétés par le caractère ostentatoire des fortunes exhibées par les riches et se sentant totalement lâchés par l'Etat, les prolétaires sont complètement désorientés. Ils ont par ailleurs, de la peine à intérioriser les nouvelles conditions de mise au travail requises par la dérive libérale et les nouvelles normes de comportement imposées par les nouveaux mécanismes de domination et d'oppression. D'où le désarroi profond que d'autres pans de la société contribuent à aggraver, en particulier celui qui constitue l'un des effets majeurs de l'état de crise et le noeud central de l'Algérie d'aujourd'hui: non par le monde d'en bas mais celui qui est situé en dehors.

Le champ de la marginalité urbaine

Ce qui caractérise les groupes sociaux qui relèvent de ce champ de la marginalité c'est, comme l'indique Sami Nair "la tendance à accéder de façon partielle et marginale aux ressources du système de production, leur exclusion radicale par rapport aux avantages et bénéfices liés à l'institutionnalisation politico-sociale, enfin un ethos de vie fondé sur ce qu'on pourrait définir comme une culture de la survivance"¹². Autrement dit, les marginaux ne sont pas tant ceux qui sont à l'intérieur du système productif même s'ils sont en bas mais surtout ceux qui se situent en dehors du système social global.

10 Une loi visant à encourager les investissements privés, notamment étrangers, vient d'être adoptée. Loi sur la monnaie et le crédit de Mars 1990.

11 T. Mkandawire, "The Road to crisis, Adjustment and Desindustrialisation: the Africa case"; *Afrique et Développement*. Vol. XIII, I, 1988 - CODESRIA.

12 Sami Nair, *Tiers Monde et système dyadique*. Doc ronéo, Paris VIII.

Le premier élément qui doit être pris en considération est sans aucun doute le chômage induit par le processus de désindustrialisation. Ce chômage a un premier effet dévastateur: ceux qui en sont les victimes sont dans la ville mais ils sont tenus aux portes de la société. Ils sont aussi de la ville car la marginalité qu'ils subissent est principalement d'essence urbaine. Trois facteurs expliquent ce processus. En premier lieu, ce champ de la marginalité est lié à l'extension considérable des agglomérations urbaines: il convient de noter, en effet, que si la population a doublé en 20 ans (1967-1987), la population urbaine a, dans le même temps, triplé. Autre aspect important, la circulation de la force de travail a connu un changement radical; elle procède d'un mouvement migratoire inter-urbain et non plus du mouvement d'exode rural qui se trouve lui-même inversé au sens où les prolétaires de la campagne ne veulent plus aller à la ville mais exigent que celle-ci vienne à eux¹³. Enfin ce chômage qui constitue l'antichambre de la marginalité concerne massivement les jeunes. En 1985, près de 72% de ceux qui sont tenus en marge de l'emploi sont âgés de moins de 25 ans (et plus de 65% d'entre eux sont des célibataires). Ces jeunes sont essentiellement les exclus de l'école, celle-ci étant vécue comme agent de sélection sociale et produisant tout simplement plus d'échecs que de succès.

Or si ce chômage est essentiellement urbain, ce qui le rend d'ailleurs plus visible socialement, la ville est, quant à elle, de plus en plus dénuée d'activités économiques. Prise entre les effets ravageurs de la désindustrialisation qui expulse la croissance et ceux, difformes, de ses propres excroissances, elle va connaître des mouvements tourmentés et imprévisibles. Autrement dit, si du temps de l'industrialisation accélérée des années 70, l'usine est le lieu où tendent à se former les conflits les plus centraux, c'est plutôt la ville qui crée aujourd'hui, avec ses cortèges de marginaux, des foyers d'instabilité et de turbulence sociales.

Ce qui explique ces phénomènes de turbulence c'est le fait que les marginaux se situent en dehors des cadres de socialisation ordonnée autour de la sphère productive et de l'école. Ces marginaux vivent un présent urbain fragmenté et parcellaire, sans espaces d'échange et sans lieu de sociabilité. Ne pouvant s'appuyer professionnellement et économiquement sur un milieu solide, ils sont en état de ruptures d'ancrages et de perte de certitudes. Situés dans une économie de rareté et dans le consumérisme effréné de la société, ils sont hébétés de ne pas pouvoir réaliser la satisfaction de leurs besoins exacerbés par l'universalité du modèle occidentale de consommation et d'être réduits à ne disposer que du strict

13 Cf. *Armature urbaine*, Office national des statistiques, 1987, Alger; M. Cote, *L'Algérie ou l'espace retourné*. Ed. Flammarion 1989 et S. Chikhi, "Ouvriers et Etat" (1967-1987) in *Sou'al* No. 9-10, Paris, 1989.

nécessaire. Ils sont désorientés parce que d'une part le symbolique traditionnel est en pleine débâcle et que les anciennes solidarités et régulations du passé se sont complètement défaits et que d'autre part le symbolique moderne est hors d'atteinte: l'emploi est introuvable, le logement et la santé sont abandonnés aux lois du marché, les produits importés se vendent au "noir"...

Cette situation est particulièrement mal vécue par les jeunes dont la marginalité est en passe de se transformer en situation majoritaire. Ce sont eux qui subissent le plus brutalement les effets dévastateurs de l'imbrication étroite entre le désengagement de l'Etat, le processus de désindustrialisation et les contradictions de la croissance urbaine.

Pour eux, la marginalité est avant tout synonyme de vie en ghettos ou en cité-dortoirs dont l'allure est bien connue—équipements collectifs inexistant, rues miséreuses, conditions de logements déplorables. Ils (sur)vivent dans des banlieues dominées par le béton armé et le chaos et dans des micro-espaces urbains qui, sans normes liées à l'urbanité et sans dessein culturel, signifient tout simplement la mort de la ville et de la société. C'est à leur niveau que l'urbanisation se déploie avec sa structure de classe et ses mécanismes d'exclusion, ses ratages et ses déséquilibres pour produire des "périphéries sociales" où le mal de vivre, l'injustice et l'oppression se mêlent au dénuement, à la monotonie et au despotisme au quotidien.

Certes ces jeunes souffrent grandement du chômage mais leur conscience n'est pas centrée principalement sur le travail salarié. Tous s'accordent, en effet, pour trouver que leur société n'est pas fondée sur le travail mais sur le gain facile, les affaires, le marché parallèle. Il faut dire aussi que l'exemple de leurs parents est là pour que la réussite et le travail salarié en usine ou dans les services se présentent à leur conscience comme deux entités opposées. Ils se détournent alors des emplois salariés sous-payés et choisissent des emplois considérés comme précaires mais qui leur apportent des revenus très supérieurs. Ce ne sont donc pas tellement les valeurs liées au travail productif qui semblent servir d'appui à une conscience de soi ou le levier de la formation d'une action collective. Dans ces conditions, ces jeunes marginaux rejetés dans les espaces sociaux périphériques ne peuvent appeler ni à un univers de classes productives, ni à un mouvement social organisé pouvant servir de cadre d'action, ni à un projet de société.

Ceci ne signifie pas du tout que ces marginaux ne répondent pas à l'exclusion et à la mise hors histoire imposées par le système dominant. Bien au contraire, le coeur des quartiers pauvres et le long des rues miséreuses qui sont leurs seuls points d'accueil et espaces de vie grouillent de la multitude de leurs "tactiques" par lesquelles ils rusent avec les mécanismes de domination. Ils s'engagent dans le secteur informel de l'économie où la débrouillardise, les "combines" et la délinquance professionnelle sont les règles. Ils s'affirment par des expressions et des

actes de courages composant une sorte d'indiscipline sociale. Celle-ci se nourrit aussi de pratiques de fuite et d'esquives aux appareils d'ordre, de normes, de "classes dangereuses", d'actions souterraines, de dissidence... Plus important encore: l'expérience des fréquents passages à tabac dans les locaux de police, le sentiment de vivre dans un système pourri et celui d'exister comme une foule et non comme un collectif les poussent vers le refus, la protestation et la révolte.

C'est alors que des périphéries sociales entières vont se mettre à "l'heure de pointe pour les dieux". La négation de l'antagonisme social par le populisme hier, la séparation entre la satisfaction de la demande sociale et l'expression politique introduite par le "lumpen-libéralisme" aujourd'hui ont fini par surpolitiser la mosquée, seul lieu de dénonciation publique de l'arbitraire, de la corruption et du mensonge. Là, des leaders intégristes utilisant l'islam comme ressource politique dans la compétition pour le pouvoir ont peu de peine à donner un sens à l'oppression subie et organiser la révolte des jeunes et des marginaux pour lesquels cette oppression est illégitime. Parce que le populisme est enterré et que se sont essouffés avec lui l'économie nationale et les meetings des masses travailleuses, parce que le libéralisme s'adresse aux classes moyennes pour libérer la société de son corset égalitariste et pour faire entrer les riches, l'islam demeure seul pour alimenter la dissidence sociale en offrant une forme religieuse aux protestations égalitaristes des masses urbaines pauvres.

Cette dernière détermination exprime la traversée actuelle du champ social, traversée définie par la marginalité dont la figure n'est plus celle de petits groupes mais celle d'une marginalité massive. Or, celle-ci ne voit jusqu'ici aucune stratégie lui offrir un projet d'émancipation parce que l'Etat demeure impuissant à reconstituer un ensemble national et cohérent et parce que la société comme nation se décompose lentement.

Décomposition et "populisation" de la société

Depuis que la croissance et l'industrie ont été mises en plein délestage, le système social global se désagrège sans cesse dans le déchirement de la politique et du réel. La gestion institutionnelle est encore loin de la rationalité que l'Etat projette d'instaurer dans le champ économique. Celui-ci n'est toujours pas porteur de productivité, la notion de travail productif est défavorisée et la distribution des revenus n'est pas liée aux fonctions de production, de création, d'organisation et d'innovation. Inversement, l'espace économique est désarticulé et submergé par des comportements et des valeurs fondés sur la spéculation, le gain facile, l'affairisme.

Quant à l'Etat, il ne joue plus le rôle d'un Etat moderne dans la mesure où il ne garantit pas au corps social la maîtrise de ses mutations et le dépassement de ses tensions. En effet, il est dans l'incapacité d'empêcher le

détournement systématique des lois et de la réglementation; il ne dispose même pas du monopole organisationnel pour arrêter la dilapidation du patrimoine public et le délabrement avancé de ses institutions; il ne peut créer non plus, à travers crise et chômage, urbanisation galopante et marginalité, de système d'identification stable ni assurer l'intégration sociale. Bien au contraire, il a désarticulé le pays en abandonnant l'industrie; il a segmenté la nation parce qu'il a remplacé l'intégration sociale par des ségrégations et des inégalités croissantes; il a entraîné enfin la décomposition de la société en produisant sans cesse des zones de plus en plus marginalisées, appauvries et en crise.

De fait, la société se décompose parce qu'elle n'est plus unifiée par l'Etat. Elle paraît sans avenir et en décadence à partir du moment où ce dernier a abandonné l'industrie et toute logique nationale de développement. Il s'est formé alors un "système social dyadique"¹⁴ dominé par l'opposition entre le système étatique et le champ de la marginalité. Entre les deux, la plupart des acteurs sociaux ont été affaiblis en subissant les frais de l'ajustement et de la crise.

Ces acteurs sociaux vivent, en effet, sous la menace potentielle de marginalisation. Après ceux qui ne disposent d'aucun niveau d'instruction, c'est au tour des lycéens et des diplômés de l'enseignement supérieur de devenir des chômeurs et de rejoindre l'ensemble populaire. Les producteurs se rapprochent, eux aussi, du peuple. Ils subissent le couperet des lois du marché et vivant à la limite du minimum vital, de nombreux segments de la population ouvrière participent désormais à une dimension sociale populaire. Il en est de même des couches moyennes. Après avoir connu une ascension rapide du temps du populisme, ces couches se sont accrochées désespérément à leur statut mais elles ont fini par se paupériser et rejoindre les "petits". Bref, des pans entiers de la société dégringolent sous les effets conjugués de l'inflation, des conditions d'habitat et du chômage, dans le marais de la pauvreté.

Cette situation nouvelle dans laquelle l'appareil économique n'est plus la force matérielle motrice du changement, suscite évidemment des réactions des plus diverses. Pour ceux qui ne peuvent s'affirmer ni comme travailleurs ni comme citoyens - les marginaux - la conscience sociale est déterminée

14 Expression de S. Nair qui signifie que les systèmes sociaux dans le Tiers Monde se subdivisent, selon l'auteur, en deux axes structurels: le premier qualifié de sous-système intégré, le second appelé le champ de la marginalité. Op. cit.

plus par le dénuement et l'exclusion que par des stratégies politiques. Rejetés dans la misère matérielle et morale, ils sont plus attentifs aux paroles exaltantes qu'aux paroles investigatrices et, dépourvus de tout cadre d'expression et de lieux propres d'action, ils finiront par prendre d'assaut, entre 1986 et 1989, les villes¹⁵. Là, les masses urbaines pauvres et marginalisées adoptent ce que B. Dabie appelle la "culture de l'émeute"¹⁶. La révolte remplace le conflit, la rage la critique, la violence la contestation.... Privées de communication et d'identité, de culture et de libertés essentielles, se souciant fort peu de politique et de "l'esprit des lois", ces couches marginales côtoient et font naître la violence quotidienne, que celle-ci soit populaire ou institutionnelle.

Concernant les autres acteurs sociaux, les ouvriers et les couches moyennes paupérisées notamment, les tensions qui naissent de la pauvreté et de l'inégalité provoquent, à leur niveau, une sorte de "populisation" de leurs résistances. Cela signifie que leurs pratiques sociales prennent une certaine distanciation par rapport au salariat et qu'elles sont désormais centrées sur les conditions d'existence liées à la pauvreté. Les travailleurs affirment, dans ce cadre, la priorité des problèmes sociaux sur la crise économique, celle de leur pouvoir d'achat sur le remboursement de la dette... Certes ces contestations définissent les intérêts des travailleurs au sens où ces derniers ne veulent pas être les seuls à faire les frais de l'ajustement et à payer la facture de la dette. Mais ces contestations prennent la forme de défense populaire: elles résistent à la rupture de l'égalitarisme plutôt qu'elle ne forment un nouveau processus de développement; elles sont plus orientées vers la défense du pauvre que vers la démocratisation des rapports sociaux; elles sont plus soucieuses de sauvegarder le niveau de consommation que de participer à des stratégies négociées de mobilisation productive. Dans tous les cas, les revendications procèdent d'une conscience populaire défensive mais elles expriment fort peu une volonté collective d'émancipation nationale ou de redressement économique.

Tout cela constitue probablement la forme présente d'une société dont les éléments de décomposition semblent l'emporter sur la scène sociale aux facteurs de la maturité. Pourtant la transition à la démocratie est le processus qui semble dominer la scène politique depuis février 1989. Mais ce processus demeure bien fragile. Non seulement la liaison entre la démocratie et la satisfaction des demandes sociales les plus pressantes ne s'est pas toujours opérée mais cette transition à la démocratie semble encore n'être

15 Voir nos contributions: L'ouvrier, la vie et le prince in: *L'Algérie et la modernité*, op. cit. et *Soulèvement d'Octobre et contestations sociales des travailleurs*, doc - AKUT - Uppsala - à paraître.

16 B. Dabie: *Les deux Etats. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam*. Ed. Fayard, 1986.

qu'un moyen de réaliser le projet de libéralisation économique radicale et d'opposer les élites politiciennes à la révolte des foules citadines. Cette transition est encore fragile parce que l'Algérie ne cesse de reculer quant à ses capacités de production et parce que la répartition du revenu national demeure encore très inégalitaire. Tout porte à croire alors que la société fonctionne sur deux registres: un registre constitutionnel s'adressant aux élites et appelant aux libertés démocratiques et un second registre qui sacrifie les couches populaires sur l'autel de l'ajustement structurel au nom de la crise! Sans doute est-ce là la spécificité engendrée par la constitution du capitalisme périphérique dominé par l'économie du monde...¹⁷.

Mais un tel processus de "transition à la démocratie" risque bien d'être débordé par des réactions opposées, des actions imprévisibles et des agressions violentes parmi les pauvres de la ville qui réclament avec force leur citoyenneté sociale. Plus centrées sur leur expérience vécue que sur une vision de l'histoire et plus préoccupées par la misère et la crise sociale que par l'implantation des moeurs démocratiques, ces catégories sociales peuvent fort bien articuler leurs aspirations égalitaristes et leur millénarisme au processus de "populisation" de la société.

C'est à l'intérieur de cette évolution générale faite de désindustrialisation, de crise et de "populisation" de la société que la machinerie religieuse peut s'emballer et vouloir se substituer aux appareils étatiques en plein délabrement pour gérer le champ social selon les "rigueurs" d'un Etat fondé sur la foi... Les forces populaires et démocratiques pourront-elles s'attaquer frontalement à la misère et à la domination pour faire éviter à la société algérienne la voie de la barbarie? telle est la question centrale des années à venir.

17 Nous avons avancé quelques éléments de réflexion autour de la question démocratique en Algérie dans: "Question ouvrière, rapports sociaux et question démocratique", contribution dans le cadre de travail sur *Les mouvements sociaux en Algérie*. CODESRIA, Fév.'90.